



Mayotte : catastrophe naturelle et catastrophe sociale

Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.

Des dégâts considérables...

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

Sur fond de misère ambiante...

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. Les hôpitaux, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en 2023 en Libye : la situation de misère et de sous-

développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

... et de responsabilité de l'État français

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.

Non à la fermeture des guichets

La direction d'Intercités annonce une nouvelle réorganisation avec suppressions de postes aux guichets d'Austerlitz. Sur 30 postes il n'en resterait plus qu'une quinzaine aux guichets, les autres agents seraient reclassés à l'escale, et le tout basculerait à l'activité TER. Une énième réorganisation, dans un service où les collègues ont déjà fait les frais de reclassements dans le passé. Moins de personnel, plus de polyvalence, et la galère pour les usagers, hors de question d'accepter ça !

La grève continue contre les transferts

À Nice, à Nantes, à Amiens, l'actualité de la mise en concurrence a poussé les collègues à ne pas arrêter la grève le vendredi, mais à reconduire le mouvement de grève. Cheminots transférés et cheminots SNCF se battent ensemble contre le rabotage des avantages et la dégradation des conditions de travail que la boîte cherche à imposer. Le piège, c'est de laisser la direction imposer ses filialisations et transferts coin par coin sans y adresser une réponse commune. Et face à ceux pensant que la combativité sera moins forte avec le transfert au privé, rien de tel qu'une grève pour accueillir les nouveaux patrons des sociétés gagnant les appels d'offre, qu'ils dépendent de Transdev ou de la SNCF.

Fonderie de Bretagne : face aux licenciements la colère s'organise

Renault prévoit la fermeture de la Fonderie de Bretagne à Caudan, près de Lorient. Il en résulterait la suppression de 350 postes. Différents plans de reprise ont été proposés à Renault afin de conserver les emplois, mais le géant automobile n'a que faire de ceux qui font tourner l'entreprise et lui rapportent ses milliards de profits annuels. Les ouvriers désormais en lutte ont bloqué le site à plusieurs reprises depuis jeudi 5 décembre. Leur combat rejoint celui des travailleurs de Michelin qui eux aussi subissent la vague de suppressions d'emplois – à Cholet et Vannes encore très récemment où près de 1300 salariés sont menacés de perdre leur travail.

François Bayrou va-t-il adouber Retailleau ?

La première personnalité reçue par Bayrou en vue de former son futur gouvernement est Retailleau, le ministre de l'Intérieur démissionnaire. Tout un symbole. Ce dernier a demandé à « être confirmé dans la feuille de route qui était la sienne » sous Barnier, en fixant une « ligne rouge » pour occuper le poste : « la

lutte drastique contre l'immigration illégale » et la « réduction de l'immigration légale au strict nécessaire ». Il n'y a aucune raison que Bayrou refuse une telle exigence qui fait l'unanimité à l'extrême droite, à droite, au centre et même dans une partie de la gauche. Les Premiers ministres passent, la chasse aux migrants demeure.

Moody's fait les gros yeux

Quelques heures après la nomination de Bayrou par Macron au poste de Premier ministre, l'agence de notation financière Moody's a dégradé la note de la France, s'alignant ainsi sur les autres agences du secteur, S&P et Fitch. Ces notes servent de baromètre aux marchés financiers internationaux. Plus elles sont mauvaises, plus l'État emprunte à des taux élevés. Elles servent surtout de prétexte aux différents gouvernements pour justifier leur politique d'austérité à l'égard des couches populaires et leurs attaques à la hache des services publics... tout en continuant à arroser les patrons.

RSA : la réalité derrière la démagogie

Avec ses 15 heures d'activité hebdomadaire obligatoires, la réforme du RSA prévue par la loi « Plein-emploi » doit être généralisée à partir de janvier 2025. Il ne manque que les décrets d'application... et des financements ! Par exemple, les services du conseil départemental de Moselle ont calculé que l'application stricte de la loi exigerait 180 postes dédiés pour mettre en œuvre l'accompagnement renforcé des bénéficiaires du RSA, c'est-à-dire au moins plusieurs millions d'euros. Mieux vaudrait utiliser ce fric à augmenter le RSA sans obligation de 15 heures de boulot gratuit.

Vis de manière à ce que l'on ne célèbre pas ta mort

Le 4 décembre, le PDG d'une compagnie d'assurance santé privé se faisait descendre en pleine rue à New York. Le motif semble être le refus de remboursement de soins,

qui ont un coût particulièrement élevé aux Etats-Unis, et que subissent de nombreux assurés pour des motifs farfelus. Ne plus être remboursé signifie alors s'endetter à vie ou renoncer à se soigner.

Si dans les médias la condamnation de cet assassinat est unanime, la sympathie sur les réseaux sociaux va bien plus au tireur qu'à sa victime, dont les choix ont entraîné la mort prématurée de milliers de ses assurés. Certains internautes republient le commentaire : « Vis ta vie de manière à ce que les gens ne se réjouissent pas de ta mort ».

NOMINATION D'UN PREMIER MINISTRE : LA GRANDE HÉSITATION DE MACRON

